

# UNITÉ D'ACTION DES NATIONS UNIES POUR LA NUTRITION

FR

## Stratégie de ONU-Nutrition 2022–2030



ONU-Nutrition encourage l'utilisation et la diffusion du contenu de ce produit. Le contenu peut être reproduit et diffusé à des fins d'enseignement ou à d'autres fins non commerciales sous réserve qu'ONU-Nutrition soit correctement mentionné comme source et qu'il ne soit sous-entendu en aucune manière qu'ONU-Nutrition approuverait les opinions, produits ou services des utilisateurs.

Toute demande relative aux droits de traduction et d'adaptation, ainsi qu'à la revente et autres droits d'exploitation commerciale, doit être adressée par courrier électronique au secrétariat d'ONU-Nutrition, à l'adresse [info@unnutrition.org](mailto:info@unnutrition.org).

# Table des matières

<b>Avant-propos</b>	<b>3</b>
<b>1. Vision, mission, principes directeurs et objectifs</b>	<b>5</b>
<b>2. Coordination et collaboration des Nations Unies pour une meilleure gouvernance de la nutrition</b>	<b>7</b>
<b>L'approche d'ONU-Nutrition</b>	<b>7</b>
OBJECTIF 1: Action et mise en œuvre de politiques conjointes cohérentes	9
OBJECTIF 2: Approche cohérente des politiques et des positions sur les défis changeants liés à la nutrition	10
<b>Travailler dans l'unité: domaines interdépendants de travail conjoint</b>	<b>11</b>
Soutien stratégique coordonné aux gouvernements à tous les niveaux	11
Gestion des connaissances collectives	12
Parler d'une seule voix: une communication et un plaidoyer communs pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes	14
<b>Calendrier</b>	<b>15</b>
<b>3. Gouvernance et financement</b>	<b>17</b>
<b>4. Reddition de comptes, suivi et évaluation</b>	<b>19</b>
<b>Sigles et acronymes</b>	<b>20</b>
<b>Références</b>	<b>21</b>







## Avant-propos

Même avant la pandémie de covid-19, le monde n'était pas en voie d'éliminer toutes les formes de malnutrition, et encore moins de réaliser pleinement le Programme de développement durable à l'horizon 2030 (Programme 2030). La dénutrition reste élevée et nécessite une action constante et cohérente pour prévenir et gérer les problèmes qu'elle pose, en particulier parmi les groupes les plus difficiles à atteindre. Dans le même temps, la prévalence d'autres formes de malnutrition – surpoids et obésité – a augmenté. Les inégalités croissantes et de nouvelles crises telles que le changement climatique, la perte de biodiversité, la covid-19 et les conflits ont exacerbé la situation nutritionnelle, les groupes défavorisés et marginalisés souffrant davantage.

Au cours de la dernière décennie, de nouvelles connaissances ont été acquises sur le rôle central que jouent les facteurs de risque alimentaires dans la charge mondiale de morbidité et sur le lien qui existe entre les habitudes alimentaires et les problèmes environnementaux. Les causes sous-jacentes des diverses formes de malnutrition sont souvent similaires; la covid-19 a braqué les projecteurs sur les problèmes existants et les a aggravés. D'autres défis, tels ceux liés aux tendances démographiques, nous attendent.

Si nous voulons éliminer la malnutrition sous toutes ses formes, il faut agir plus rapidement, améliorer la gouvernance de la nutrition, et accroître la cohérence et la coordination des politiques. Le Programme 2030 et l'engagement à mettre en œuvre les résultats de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition ont alimenté la dynamique politique en faveur de la nutrition, qui a culminé avec le lancement de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016–2025). ONU-Nutrition a été créé à mi-parcours de la Décennie de la nutrition, sur la recommandation de la deuxième Conférence internationale, réunissant le Comité permanent du système des Nations Unies sur la nutrition et le Réseau des Nations Unies pour le renforcement de la nutrition.

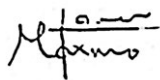
ONU-Nutrition continue de travailler dans le cadre du mandat du Conseil économique et social des Nations Unies. Il surveille l'orientation générale, l'ampleur, la cohérence et l'impact de la réponse du système des Nations Unies aux problèmes nutritionnels du monde; est un point de convergence dans l'harmonisation des politiques et des activités du système des Nations Unies; prend l'initiative du développement et de l'harmonisation des concepts, des politiques, des stratégies et des programmes du système des Nations Unies en réponse aux besoins nutritionnels des pays; évalue l'expérience acquise et les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs et établit des lignes directrices pour une action de soutien mutuel aux niveaux interinstitutionnel et national. Il coordonne et exploite les atouts dont disposent les organismes pour s'attaquer à la malnutrition et à ses causes profondes. Son travail consiste également à servir de réseau de soutien des Nations Unies au Mouvement pour le renforcement la nutrition (le Mouvement).

En 2021, Année d'action pour la nutrition, plusieurs événements – le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) et le Sommet Nutrition pour la croissance tenu à Tokyo – ont souligné l'importance de la nutrition, notamment le rôle de l'alimentation et son impact sur la santé, le climat et la biodiversité. S'appuyant sur les résultats de ces événements, ONU-Nutrition conduira l'action menée en matière de nutrition, à la fois dans les contextes du développement et de l'aide humanitaire et en tant que passerelle entre les deux. Cette Stratégie de ONU-Nutrition 2022–2030 jette les bases d'un plaidoyer, d'une coordination et d'une programmation conjoints destinés à améliorer la nutrition dans l'ensemble du système, visant

la cohérence des politiques et un impact constant au niveau des pays dans le cadre d'un engagement commun à accélérer les progrès vers l'élimination de toutes les formes de malnutrition.

**Máximo Torero Cullen**

*Économiste en chef de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)*



**Dominik Ziller,**

*Vice-président du Fonds international de développement agricole (FIDA)*



**Omar Abdi**

*Directeur exécutive adjointe des programmes du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)*



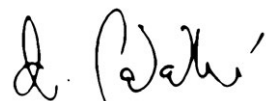
**Amir Abdulla**

*Directeur adjoint du Programme alimentaire mondial (PAM)*



**Zsuzsanna Jakab**

*Directrice général adjoint de l'Organisation mondiale de la santé (OMS)*



# 1 Vision, mission, principes directeurs et objectifs

## VISION

Un monde sans malnutrition, où chacun jouit partout du droit à une alimentation suffisante, interdépendant et indissociable de tous les droits humains, aujourd'hui et à l'avenir.

## MISSION

Coordonner et optimiser l'action des organismes des Nations Unies pour s'attaquer efficacement à la malnutrition sous toutes ses formes, ainsi qu'à ses causes profondes, en maximisant la cohérence des politiques, l'alignement des programmes et l'harmonisation du plaidoyer auprès des gouvernements et des partenaires, en ne laissant personne de côté.

## PRINCIPES DIRECTEURS

- Placer l'approche fondée sur les droits humains, y compris le principe PANTHER<sup>1</sup>, au centre de toutes les activités d'ONU-Nutrition.
- Promouvoir une bonne gouvernance au service de la nutrition.
- Maintenir l'inclusivité, la subsidiarité et la responsabilité dans la collaboration et la coordination interinstitutions.
- S'aligner sur des approches multisectorielles et pangouvernementales couvrant les contextes de l'aide humanitaire et du développement, et adopter une approche systémique holistique pour induire un changement transformateur, sans conflits d'intérêts.
- Respecter les pays, les aider et agir selon leurs priorités, et soutenir le droit des pays et des peuples à l'autodétermination.
- Reconnaître l'interconnexion qui existe entre la santé humaine et la santé de la planète, travaillant en harmonie avec la nature et adoptant une approche «Une seule santé».
- Placer les personnes au centre, en se concentrant sur les plus vulnérables et en privilégiant, à des fins d'égalité des genres, une action porteuse de transformation.

## OBJECTIFS

Pour combattre efficacement la malnutrition, il faut une cohérence des politiques et une approche commune à tous les secteurs. Cette approche doit être liée à une mise en œuvre cohérente des politiques à l'appui des objectifs nutritionnels. Partant, ONU-Nutrition vise:

- une action conjointe et une mise en œuvre cohérentes des politiques;
- l'adoption de politiques, d'approches et de positions cohérentes sur les défis de la nutrition dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Ces deux objectifs sont interconnectés et contribueront conjointement à la réalisation de la vision d'ONU-Nutrition.

<sup>1</sup> Participation, reddition de comptes, non-discrimination, transparence, dignité humaine, autonomisation et primauté du droit.







## 2

## Coordination et collaboration de Nations Unies pour une meilleure gouvernance de la nutrition

### L'APPROCHE D'ONU-NUTRITION

ONU-Nutrition signifie «unité d'action des Nations Unies pour la nutrition». C'est le mécanisme de coordination qui rassemble, aux niveaux mondial, régional et national, les organismes, programmes et fonds des Nations Unies qui ont pour mandat ou intérêt l'amélioration de la nutrition comme moyen d'instaurer un développement durable et de réaliser le Programme 2030. Ce mécanisme assure, directement ou indirectement, la synergie, une efficacité accrue et la visibilité des actions que mènent, en matière de nutrition, les organismes des Nations Unies dans les pays et les régions. ONU-Nutrition permet également à ses membres<sup>2</sup> de s'exprimer d'une seule voix sur la nutrition.

“ONU-Nutrition offre aux membres du système des Nations Unies une plateforme dédiée à un dialogue ouvert, substantiel, prospectif et constructif sur les stratégies et activités qu'ils mettent en œuvre en matière de nutrition. Il appuie la formulation d'approches, de positions et d'actions alignées et conjointes qui doivent aider à s'attaquer aux causes complexes de la malnutrition et aux nombreuses facettes de défis nutritionnels en constante évolution. Il facilite, en matière de nutrition, une coordination et une communication efficaces, non seulement entre les organismes des Nations Unies à tous les niveaux, mais aussi en tant que réseau/entité des Nations Unies en relation avec d'autres groupes de parties prenantes et partenaires qui reconnaissent que l'adoption d'approches spécifiques au contexte est essentielle.”

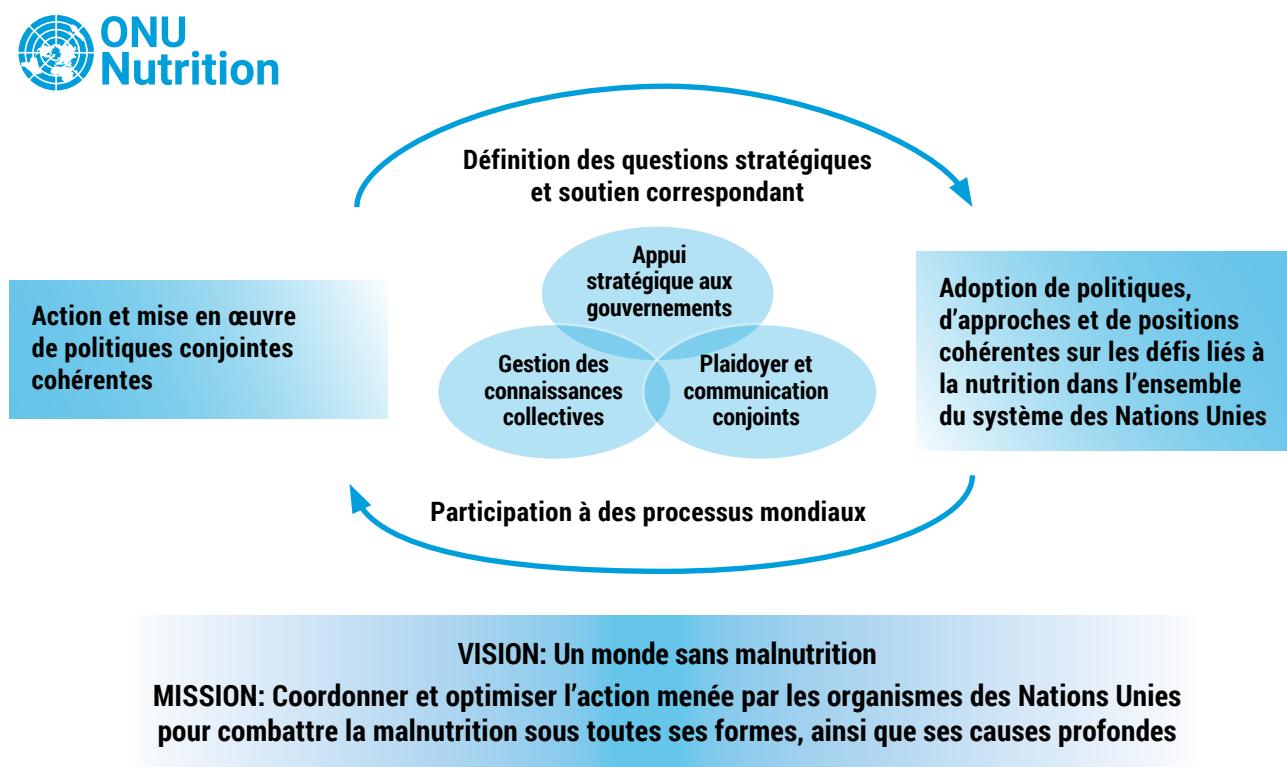
Source: *Mandat d'ONU-Nutrition, février 2020.*

Les gouvernements ont pour responsabilité première d'améliorer l'alimentation et la nutrition de leurs citoyens. Le système des Nations Unies les aide à assumer cette responsabilité. En raison de la nature multisectorielle de la nutrition et du risque de fragmentation des actions et des politiques entre les secteurs et les acteurs, ONU-Nutrition joue un rôle important, accroissant l'harmonisation de l'action nutritionnelle et aidant, par un soutien coordonné et aligné, les gouvernements à produire partout un effet accru sur les populations. À travers ONU-Nutrition, les organismes, programmes et fonds des Nations Unies optimisent leur force collective, créent des synergies, accroissent l'efficacité et les complémentarités et, en fin de compte, aident les gouvernements et leurs partenaires à atteindre les objectifs et cibles fixés en matière de nutrition à tous les niveaux. En accord avec les responsabilités et les forces du système des Nations Unies et de ses organismes, fonds et programmes spécialisés, qu'elles soient normatives, opérationnelles ou techniques, ONU-Nutrition contribue de manière déterminante à l'instauration d'une bonne gouvernance au service de la nutrition. ONU-Nutrition se met donc en rapport avec les organes directeurs, les conventions et les conférences des parties du système des Nations Unies, promouvant l'intégration de l'action nutritionnelle. La bonne gouvernance traverse les différents domaines de travail décrits dans cette stratégie.

<sup>2</sup> Les membres d'ONU-Nutrition sont (en 2022) les suivants: l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Fonds international de développement agricole (FIDA), le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), le Programme alimentaire mondial (PAM), l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), le Département des affaires économiques et sociales (DESA), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ONU-Habitat, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR) (par le biais du Centre international d'agriculture tropicale [CIAT]/Biodiversité, membre associé).

Les deux objectifs interconnectés – une action et une mise en œuvre conjointes cohérentes ainsi que l’adoption de politiques, d’approches et de positions cohérentes sur les défis changeants liés à la nutrition dans l’ensemble du système des Nations Unies – sont étayés par trois axes de collaboration, à savoir: 1) un soutien stratégique coordonné du système des Nations Unies aux gouvernements à tous les niveaux; 2) une gestion des connaissances collectives; 3) un plaidoyer et des communications conjoints. Dans ces trois domaines, ONU-Nutrition optimise les forces et les avantages comparatifs de chacun de ses membres. Par exemple, les organismes normatifs établissent des règles et des directives techniques, tandis que les organismes d’exécution fournissent des conseils opérationnels et de nouvelles idées pour d’éventuelles mises à jour des directives, se complétant ainsi les uns les autres et permettant des améliorations et des innovations fondées sur des éléments probants. Les deux objectifs et les trois axes de travail sont liés par la participation à des processus mondiaux ainsi que par la définition des questions stratégiques et le soutien correspondant, cela de manière dynamique et harmonieuse. Cette participation permet à ONU-Nutrition de travailler et d’établir des liens avec un ensemble large mais stratégique d’acteurs, ce qui assure un flux critique d’informations, et aide à coordonner les efforts et à en tirer profit.

**Figure 1.**  
L’approche de «travail dans l’unité» d’ONU-Nutrition



Source: ONU-Nutrition (2022).



## OBJECTIF 1: Action et mise en œuvre de politiques conjointes cohérentes

Il est essentiel que les organismes des Nations Unies aient la capacité de réagir et d'agir comme un seul système. Les gouvernements et autres parties prenantes comptent sur un soutien coordonné et cohérent de ce système, qui parle d'une seule voix et opère en tandem avec ses partenaires. ONU-Nutrition encourage la programmation conjointe et adopte des approches pangouvernementales de lutte contre la malnutrition.

Le secrétariat d'ONU-Nutrition soutient un environnement propice à la coordination du système des Nations Unies aux niveaux national et infranational, ce qui se traduit par une assistance technique, un plaidoyer et un soutien plus efficaces pour les gouvernements et leurs homologues (infra)nationaux. Il aide également le coordonnateur ou la coordonnatrice résident(e) à aligner les connaissances et les actions des équipes de pays des Nations Unies. Cela peut inclure la définition des thèmes et des tendances problématiques pour lesquels un soutien est nécessaire et la fourniture d'outils, la gestion des connaissances et la communication pour un soutien efficace par les organismes compétents des Nations Unies. Le nombre et le type d'organismes impliqués dépendront du contexte national.

Pour assurer la cohérence des actions et des politiques conjointes de nutrition, il faut travailler dans tous les secteurs concernés, notamment la santé, l'agriculture, l'eau et l'assainissement, la protection sociale, le commerce, l'éducation et l'environnement. Ces secteurs se reflètent dans les mandats des organismes des Nations Unies qui sont membres d'ONU-Nutrition, couvrant des domaines de travail qui sont essentiels pour s'attaquer à la malnutrition directement ou à travers ses causes sous-jacentes.

De plus, ce paysage multisectoriel ne peut être abordé par une seule partie prenante; l'amélioration de la nutrition nécessite l'engagement de nombreuses parties, gouvernements en tête. Les organismes des Nations Unies sont invités à regrouper et à coordonner leur travail de nutrition en soutien aux gouvernements sous l'égide d'ONU-Nutrition dans tous les pays où l'Organisation est présente et où des programmes pertinents sont en place. En outre, il faudrait que le système des Nations Unies coordonne son action avec d'autres parties prenantes afin d'accroître les synergies et l'impact dans tous les contextes. Lorsqu'il existe des plateformes multisectorielles et multipartites pour la nutrition, ONU-Nutrition peut s'engager collectivement avec elles, coordonnant ses efforts avec les ministères clés et d'autres parties pertinentes, sous la direction des autorités. En l'absence de telles plateformes, ONU-Nutrition peut s'engager conjointement avec d'autres parties prenantes, s'appuyant sur tous les mécanismes de coordination de la nutrition existants qui sont efficaces dans le pays pour faciliter une politique et des actions cohérentes et holistiques. Dans les deux cas, une diligence raisonnable et des règles d'engagement claires seront maintenues pour prévenir ou, au besoin, gérer les conflits d'intérêts potentiels. Le secrétariat d'ONU-Nutrition peut aider à faciliter une coordination efficace du système des Nations Unies et des parties prenantes, comme indiqué ci-dessus.

Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition est présent dans plus de 60 pays où la malnutrition constitue un lourd fardeau, ce qui souligne la nécessité, pour ONU-Nutrition, d'accorder une attention particulière à ces pays. Dans ces derniers, ONU-Nutrition opère dans le cadre du Système mondial d'appui du Mouvement<sup>3</sup>. Voir l'encadré 1 pour plus d'informations.

<sup>3</sup> Le Système mondial d'appui du Mouvement pour le renforcement de la nutrition aide les pays du Mouvement par une action coordonnée du secrétariat de ce dernier et de quatre réseaux, dont ONU-Nutrition et le Réseau de la société civile, le Réseau des donateurs et le Réseau des entreprises du Mouvement. Au niveau national, le Système coordonne son soutien aux gouvernements par le biais des plateformes multipartites du Mouvement.

### Encadré 1.

#### Soutien aux points focaux gouvernementaux et aux plateformes multipartites du Mouvement pour le renforcement de la nutrition

Actuellement, 65 pays et quatre États de l'Inde ont rejoint le Mouvement pour le renforcement de la nutrition, s'engageant à respecter sa vision, ses objectifs et ses principes. Alors que le Mouvement entre dans sa troisième phase, ONU-Nutrition agit dans le cadre de son Système mondial d'appui. Il joue ici un rôle particulier en raison des vastes connaissances techniques, de la capacité opérationnelle et de la fonction normative du système des Nations Unies, ainsi que de sa présence dans de nombreux pays et régions. Il peut ainsi se coordonner avec les autres réseaux du Mouvement au niveau mondial et à celui des pays.

ONU-Nutrition travaille en synergie et en étroite collaboration avec d'autres réseaux du Mouvement pour soutenir les processus d'élaboration de politiques et de programmation des gouvernements, y compris l'évaluation des résultats. Sous son égide, les organismes des Nations Unies joignent, aux niveaux national et infranational, leurs forces et aident les points focaux gouvernementaux du Mouvement à faciliter une coordination multipartite et multisectorielle efficace par le biais de plateformes multipartites. Ils appuient le déploiement de l'évaluation annuelle conjointe pour la planification multisectorielle et multipartite et œuvrent au renforcement des capacités nutritionnelles nationales (techniques et institutionnelles). Le secrétariat d'ONU-Nutrition dirige la mobilisation conjointe avec d'autres réseaux au niveau mondial, tandis que les organismes de l'ONU (soutenus par le secrétariat d'ONU-Nutrition) aident, par un renforcement des capacités et un soutien technique, les gouvernements à promouvoir la coordination et le renforcement de la nutrition.

#### OBJECTIF 2: Approche cohérente des politiques et des positions sur les défis changeants liés à la nutrition

ONU-Nutrition participe à des processus mondiaux et régionaux et collabore avec des partenaires stratégiques qui peuvent être, par exemple, des organes directeurs, des groupes de travail et des forums, tels que l'Assemblée mondiale de la Santé (AMS), la Conférence de la FAO, le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), le Forum politique de haut niveau, le système de groupes sectoriels, l'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles et l'Assemblée générale des Nations Unies. Au-delà des Nations Unies, ONU-Nutrition collabore avec de multiples parties prenantes, y compris la société civile, directement par le biais du Mouvement pour le renforcement de la nutrition ou d'autres organes (de coordination).

ONU-Nutrition collabore également avec des acteurs scientifiques et universitaires tels que le Rapport sur la nutrition mondiale, le Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition et l'Union internationale des scientifiques de la nutrition. Le secrétariat d'ONU-Nutrition joue un rôle de rassembleur au sein du système des Nations Unies et au-delà, reliant les débats et les forums qui comptent pour la nutrition et veillant à ce que la nutrition soit bien inscrite à l'ordre du jour. Cela aide les membres d'ONU-Nutrition à identifier les opportunités stratégiques et les questions relatives à la nutrition et à mener un débat constructif pour promouvoir des points de vue cohérents et homogènes sur ces questions parmi les organismes des Nations Unies.

Un exemple de la manière dont cette collaboration a fonctionné dans la pratique est le soutien d'ONU-Nutrition à l'élaboration des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition (voir encadré 2).





**Encadré 2.****Travailler dans l'unité pour promouvoir les Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition**

ONU-Nutrition a travaillé dans l'unité pour appuyer l'élaboration et l'adoption des Directives volontaires du CSA sur les systèmes alimentaires et la nutrition. Dès le début, ONU-Nutrition a travaillé dans l'unité, fournissant des éléments factuels et de la documentation technique pour alimenter les premières versions des Directives. Pendant les négociations, un petit groupe de travail technique, animé par le secrétariat d'ONU-Nutrition, avec des experts d'organismes des Nations Unies, a débattu des options linguistiques qui offraient la meilleure adaptation technique du texte et étaient acceptables par les différentes parties aux négociations. ONU-Nutrition a proposé un langage techniquement précis et des solutions de compromis. Il a également insisté sur des solutions fondées sur des éléments probants pour le texte et sur le recours aux directives normatives existantes. Cette participation conjointe a permis au système des Nations Unies de mieux se faire entendre lors des négociations. Maintenant que les Directives ont été adoptées, ONU-Nutrition les a diffusées auprès de ses collègues nationaux, encourageant leur utilisation en conjonction avec des directives normatives et techniques (fondées sur des preuves) afin de s'assurer qu'elles aient l'effet désiré.

**TRAVAILLER DANS L'UNITÉ: DOMAINES INTERDÉPENDANTS DE TRAVAIL CONJOINT****Soutien stratégique coordonné aux gouvernements à tous les niveaux**

Les gouvernements ont pour responsabilité première de respecter, protéger et réaliser les droits humains de leurs populations. L'ONU les aide à atteindre les objectifs (nutritionnels) convenus au niveau mondial et à réaliser le droit à une alimentation suffisante, à la santé et aux droits fondamentaux connexes. Tous ses Membres bénéficient de son soutien, notamment d'orientations normatives, de directives fondées sur des données probantes et de données. Un soutien opérationnel leur est fourni sur demande. ONU-Nutrition met spécifiquement l'accent sur l'amélioration de la gouvernance de la nutrition et sur la promotion de la cohérence et de la coordination à l'échelle du système des Nations Unies à travers une approche d'«unité d'action» qui vise à aider les Membres à combattre toutes les formes de malnutrition. Le soutien de l'ONU peut s'effectuer à plusieurs niveaux, même si l'accent est mis en premier lieu sur le niveau national. En fonction du contexte et des besoins, il sera pris en considération la dynamique des liens qui existent entre les villes et les campagnes et les caractéristiques territoriales des systèmes alimentaires (locaux). ONU-Nutrition soutient la mise en œuvre des parcours nationaux de systèmes alimentaires conçus dans le droit fil du Sommet des Nations Unies et la réalisation des engagements pris en matière de nutrition, notamment dans le cadre du Sommet Nutrition pour la croissance, avec les différents outils et mécanismes à sa disposition.

Le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable est un outil essentiel à une planification conjointe de l'action que l'ONU mène à l'appui des gouvernements. La nutrition peut y être intégrée à tout moment. L'occasion optimale est l'exercice annuel d'analyse commune de pays, qui fournit une évaluation et une analyse indépendantes, impartiales et collectives de la situation d'un pays. ONU-Nutrition peut fournir à cette fin des informations coordonnées et cohérentes sur les indicateurs alimentaires et nutritionnels, faisant en sorte que tous les points d'entrée des données nutritionnelles soient utilisés pour mieux concevoir des réponses holistiques. Ces données doivent être reflétées dans l'analyse pour que des réponses holistiques aux problèmes de nutrition spécifiques au contexte puissent être intégrées dans le Plan-cadre quinquennal. Une fois intégrées, des ressources peuvent être mobilisées pour appuyer le financement de programmes élaborés dans ce contexte. Le secrétariat d'ONU-Nutrition joue, dans le partage d'informations sur les possibilités de financement et de partenariats, un rôle clé pour ce qui est de promouvoir une programmation et un travail conjoints, également dans les situations humanitaires.

Les coordonnateurs et coordonnatrices résident(e)s des Nations Unies sont essentiels pour ce qui est de rassembler non seulement les organismes des Nations Unies, mais aussi les autres acteurs et réseaux qui peuvent jouer un rôle dans les actions de nutrition menées au niveau national. ONU-Nutrition soutiendra, que ce soit par le biais d'une équipe de pays des Nations Unies, du Secrétariat ou d'organismes membres, les efforts menés dans un pays pour coordonner l'action en matière de nutrition, travaillant, au besoin, avec le coordonnateur ou la coordonnatrice résident(e).

Les organismes membres d'ONU-Nutrition fournissent des services d'assistance technique et de renforcement des capacités au niveau national. Son secrétariat peut, agissant comme intermédiaire, aider les organismes des Nations Unies à être stratégiques et efficaces dans leur assistance technique, leur plaidoyer et leur soutien aux gouvernements et à leurs homologues infranationaux. Il vise à offrir un soutien proactif aux pays confrontés à un lourd fardeau de malnutrition et où la collaboration des organismes des Nations Unies en matière de nutrition est limitée pour ce qui est d'anticiper les besoins nationaux.

Une approche cohérente de la nutrition doit englober la réduction des risques de catastrophe, les alertes précoces, la réponse humanitaire, le rétablissement, le développement à plus long terme et le renforcement de la résilience, et comprendre une collaboration avec toutes les parties intéressées par la nutrition dans le cadre du nexus humanitaire-développement-paix. Une coordination avec et entre les différents groupes sectoriels (sécurité alimentaire; nutrition; eau, assainissement et hygiène; santé) est essentielle pour une préparation et une réponse multisectorielles appropriées aux catastrophes. Les organismes des Nations Unies peuvent se réunir sous l'égide d'ONU-Nutrition pour appuyer la transition des groupes activés vers les groupes non activés à mesure que la situation sur le terrain s'améliore et aider, par un soutien constant et cohérent, les gouvernements qui ont repris les choses en main à répondre aux besoins de sécurité alimentaire et de nutrition dans ces contextes. Le secrétariat d'ONU-Nutrition peut appuyer cette transition en se mettant en rapport avec les partenaires appropriés et en partageant les connaissances collectives avec et entre les organismes afin de garantir au gouvernement en question le soutien le plus efficace.

De même, ONU-Nutrition peut aider les gouvernements à harmoniser et à réaliser des synergies et des bénéfices connexes entre les interventions nutritionnelles et environnementales, conformément à l'appel en faveur de systèmes alimentaires durables et à l'approche «Une seule santé». Les régimes alimentaires durables peuvent également être l'option la plus saine, permettant d'aligner les politiques et les interventions nutritionnelles, environnementales et climatiques.

### **Gestion des connaissances collectives**

Une gestion des connaissances est essentielle pour garantir qu'ONU-Nutrition atteint ses objectifs interconnectés, à savoir une action/exécution efficace et cohérente à tous les niveaux et l'adoption, en matière de nutrition, d'approches et de positions mondiales cohérentes. L'approche d'ONU-Nutrition en matière de gestion des connaissances consiste à fournir des documents de réflexion et/ou de stratégie qui incluent des contributions coordonnées de l'ensemble du système des Nations Unies. Le secrétariat d'ONU-Nutrition entreprend, à cette fin, les actions suivantes:

1. Recueillir et diffuser les connaissances existantes d'une manière qui fonctionne pour les pays et répond à leurs besoins et priorités. Afin d'aider les gouvernements et les autres acteurs de la nutrition à filtrer la masse de conseils, de documents, d'études de cas et de rapports existants, ONU-Nutrition entend rassembler et examiner ce matériel et aider à rassembler les connaissances dans des produits génériques, spécifiques au contexte et actualisés (pour le plaidoyer, la formation, etc.).
2. Coordonner la contribution des organismes des Nations Unies aux documents de réflexion et/ou de stratégie. Le secrétariat d'ONU-Nutrition s'appuie sur les connaissances collectives de ces organismes et d'autres experts dans un domaine particulier pour faire en sorte que les nouvelles informations soient mises à disposition par le biais de produits appropriés en fonction des besoins, des demandes et des opportunités. ONU-Nutrition peut transformer les contributions des organismes en produits concrets tels que des documents de synthèse et de réflexion.



3. Recenser les lacunes dans les connaissances ou les manques de compréhension commune de certaines questions en analysant périodiquement celles qui se font jour en matière de nutrition, notamment dans le contexte des systèmes alimentaires. Les déterminants qui ont influencé et sont susceptibles d'influencer les résultats en matière de nutrition sont par exemple ceux qui ont trait aux questions environnementales (biodiversité, changement climatique) et démographiques (vieillesse des populations, migration, croissance de la population, dividende démographique, etc.).
4. Créer un espace qui permette de partager les nouvelles connaissances et idées des peuples autochtones ainsi que les meilleures pratiques, en particulier celles de (jeunes) chercheurs de diverses disciplines (y compris les sciences humaines) et de pays à faible revenu. Il pourra s'agir, par exemple, de lancer un appel à articles pour la revue d'ONU-Nutrition ou d'inviter des chercheurs à contribuer à l'étude d'un nouveau sujet d'intérêt.

#### **«Sujets brûlants» émanant d'enquêtes d'analyse de questions émergentes menées par le secrétariat d'ONU-Nutrition**

Dans la dernière analyse de questions émergentes réalisée par ONU-Nutrition en 2021, les membres et les partenaires de ce dernier ont classé les sujets environnementaux comme étant d'une grande pertinence pour la nutrition mondiale. «Des régimes alimentaires sains, y compris l'accès et le coût» ont été le plus souvent cités. L'analyse a également conclu qu'il existait de nombreuses questions sans réponse sur les régimes alimentaires sains durables, depuis le coût réel et l'accès à la nourriture (en tant que pilier de la sécurité alimentaire) jusqu'aux pratiques de production durables, aux régimes riches en plantes et à la biodiversité.

Source: *Secrétariat d'ONU-Nutrition. 2021. Analysis on emerging nutrition issues. Rome.*

ONU-Nutrition planifie la manière dont les organismes des Nations Unies peuvent le mieux exploiter, défendre et aborder ces sujets dans le programme d'action international. Son secrétariat collabore avec d'autres plateformes et partenaires stratégiques, y compris ceux qui ne sont pas liés à la nutrition, pour s'assurer qu'il couvre toute l'étendue intersectorielle des questions nutritionnelles. Cela permet aussi de faire en sorte que les enseignements et l'expérience de ces acteurs soient pris en compte dans l'apprentissage mondial et l'échange d'informations, tout en fournissant des conseils sur la programmation afin d'assurer son alignement sur les objectifs nutritionnels mondiaux et intergouvernementaux. ONU-Nutrition canalise la réflexion collective du système des Nations Unies relative à la nutrition à travers ce travail conjoint.

Le Mouvement pour le renforcement de la nutrition bénéficie de la gestion des connaissances assurée par ONU-Nutrition, en particulier de l'apprentissage par les pairs de pays à pays, tandis que le secrétariat d'ONU-Nutrition, y compris dans le cadre du Système mondial d'appui du Mouvement, organise des webinaires, élabore des produits de connaissances, etc. La gestion des connaissances d'ONU-Nutrition peut également appuyer le travail du groupe sectoriel humanitaire en facilitant la communication et le partage d'informations entre ses acteurs, ainsi qu'en l'aidant à gérer ses connaissances.

## Parler d'une seule voix: une communication et un plaidoyer communs pour mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes

La communication relie les niveaux mondial et national et facilite le partage des connaissances au sein du système des Nations Unies et au-delà. Elle est fortement liée à la gestion des connaissances collectives. Le secrétariat coordonne les communications au nom d'ONU-Nutrition et en liaison, au besoin, avec certains organismes membres. Les plateformes et canaux de communication sont principalement un site web dédié à ONU-Nutrition, des bulletins d'information, des webinaires, des événements tenus en présentiel, des revues et des médias (sociaux).

Le plaidoyer conjoint d'ONU-Nutrition s'appuie sur les connaissances collectives qu'il gère et est alimenté par les priorités des pays, les produits des différents organismes des Nations Unies et ceux compilés dans le cadre des activités de coordination et de sensibilisation que mène son secrétariat. Ce domaine de travail englobe à la fois un plaidoyer mondial cohérent pour la nutrition à travers le système des Nations Unies et au-delà, et l'alignement du plaidoyer des pays. Le but est de faire en sorte que la nutrition reste une priorité des politiques à tous les niveaux. Le plaidoyer peut également servir à garantir le financement de la nutrition et à assurer une utilisation cohérente des ressources, qui peuvent être limitées.

Dans les pays, ONU-Nutrition appuiera, auprès des acteurs de plateformes multipartites (lorsqu'il en existe), un plaidoyer conjoint fondé sur des éléments probants destiné à promouvoir, par exemple, une politique ou un financement cohérents. Selon les priorités des pays, son secrétariat fera entendre la voix de ces derniers dans les activités mondiales de plaidoyer et d'élaboration de politiques.

Collectivement, le secrétariat d'ONU-Nutrition aide les membres à intégrer la nutrition dans les processus politiques clés, indiquant, en particulier, comment procéder au mieux et avec quels outils. Il recense les événements clés et se met en rapport avec les organismes membres pour garantir une représentation appropriée. Il établit des liens avec des partenaires et des acteurs stratégiques et les réunit pour un travail de plaidoyer commun, comme avec l'Équipe spéciale interorganisations pour la prévention et la maîtrise des maladies non transmissibles. Le Système mondial d'appui du Mouvement pour le renforcement de la nutrition est un autre partenaire essentiel dans le plaidoyer conjoint sur la nutrition.

Les principaux forums ciblés pour le plaidoyer comprennent, sans s'y limiter, les organes directeurs d'organismes des Nations Unies (par exemple, l'Assemblée mondiale de la Santé, le CSA, le Forum politique de haut niveau, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, les communautés de pratique sur le climat et la biodiversité, et l'Assemblée d'ONU-Habitat). Des forums non onusiens, comme le Sommet Nutrition pour la croissance, offrent également d'importantes possibilités de plaidoyer. Les organismes membres d'ONU-Nutrition parleront d'une seule voix dans les messages de plaidoyer convenus lors des différents événements auxquels ils participeront.



## CALENDRIER

La stratégie couvre la période 2022–2030 et sera complétée par des plans de travail biennaux qui définiront les priorités et les activités spécifiques à entreprendre. Un suivi et un examen attentifs des réalisations des plans de travail par la Présidente et le Comité directeur permettront de corriger le tir en temps utile, si nécessaire.

Le système des Nations Unies s'est récemment engagé à diriger conjointement un pôle de coordination sur les systèmes alimentaires dans le cadre du suivi du Sommet correspondant. Les objectifs de ce pôle sont les suivants:

- Il s'alignera, dans son travail, sur les fonctions et capacités existantes des Nations Unies et sur les structures et mécanismes existants.
- Il fera, au sein du système des Nations Unies, office de catalyseur en ce qui concerne les systèmes alimentaires et le Programme 2030. Remplaçant le secrétariat du Sommet des Nations Unies, limité dans le temps, il assumera des fonctions de coordination essentielles pour rassembler et relier les connaissances et les compétences en matière de systèmes alimentaires provenant de divers groupes d'intérêt, notamment par le biais d'un Groupe consultatif des parties prenantes, le but étant de soutenir le progrès des pays sur la voie des ODD en réponse à leurs priorités. Ces fonctions consisteront notamment:
  - à appuyer constamment le dialogue et les parcours nationaux de transformation des systèmes alimentaires en coordonnant le soutien technique et politique demandé par les pays lorsqu'ils formulent et mettent en œuvre de tels parcours;
  - à rester en contact avec l'écosystème plus large des acteurs qui œuvrent pour des systèmes alimentaires durables, y compris les coalitions et autres initiatives, ainsi qu'avec l'écosystème scientifique, et à promouvoir une meilleure intégration de ces efforts à la demande des pays;
  - à faire valoir, dans le cadre du programme de transformation des systèmes alimentaires, des thèmes prioritaires pour une réflexion stratégique des organismes des Nations Unies et des principaux acteurs de l'écosystème d'appui.

ONU-Nutrition pourra, par le biais du secrétariat ou d'organismes des Nations Unies (soutenus par le secrétariat), appuyer le travail du pôle, par exemple en facilitant la poursuite des dialogues nationaux et la mise en œuvre des parcours correspondants.

Jusqu'en 2025, qui coïncide avec la seconde moitié de la Décennie de la nutrition, ONU-Nutrition se concentrera sur la réalisation des objectifs de la Décennie, dont le but est d'accélérer la mise en œuvre des engagements de la deuxième Conférence internationale sur la nutrition, d'atteindre les objectifs mondiaux fixés en matière de nutrition et de maladies non transmissibles liées à l'alimentation d'ici à 2025, et de contribuer à la réalisation des ODD d'ici à 2030.

Une autre priorité d'ONU-Nutrition sera de concrétiser les engagements pris au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires et au Sommet Nutrition pour la croissance à l'appui de la Décennie de la nutrition. Compte tenu de l'importance des questions environnementales et climatiques qui influent sur la nutrition, et vice-versa, et de la dynamique croissante qui se dessine autour des thèmes des systèmes alimentaires, des régimes alimentaires et de la nutrition, les conférences des parties qui se tiendront sur le climat et la biodiversité offriront d'importantes occasions de faire progresser la nutrition. Les réunions régulières d'organes directeurs d'institutions des Nations Unies (Conférence de la FAO, Assemblée mondiale de la Santé, Conseil économique et social, Forum politique de haut niveau et Assemblée des Nations Unies pour l'environnement) offriront d'autres occasions importantes de veiller à ce que les messages relatifs à la nutrition soient maintenus cohérents dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Le prochain Sommet Nutrition pour la croissance devrait se tenir en France en 2024. ONU-Nutrition aidera les pays à livrer et à présenter leurs résultats lors de cette importante étape. La période allant jusqu'à 2025 chevauche également le déploiement de la troisième phase du Mouvement pour le renforcement de la nutrition. Dans le cadre du Système mondial d'appui, le secrétariat d'ONU-Nutrition travaillera avec d'autres réseaux du Mouvement pour aider à atteindre les objectifs de cette phase.



À partir de 2026, ONU-Nutrition continuera de plaider pour un engagement politique de haut niveau en faveur de la nutrition dans l'ensemble du Programme 2030. Son secrétariat continuera de produire des outils et des connaissances pour aider les organismes des Nations Unies à intégrer la nutrition dans les plans-cadres de coopération pour le développement durable, alors qu'ils s'efforcent d'aider les pays à atteindre les objectifs du Programme 2030 et à éliminer toutes les formes de malnutrition. Au premier trimestre de 2025, il sera lancé un examen approfondi destiné à étayer la mise en œuvre de la Stratégie de ONU-Nutrition 2022–2030 à partir de 2026. Des priorités plus spécifiques pour la seconde moitié de la décennie seront fixées après l'examen à mi-parcours et reflétées dans les plans de travail ultérieurs.



# 3

## Gouvernance et financement

ONU-Nutrition est dirigé par un(e) Président(e) et un Comité directeur de sept membres. Les cinq membres constitutifs du Comité directeur, à savoir la FAO, l'OMS, le FIDA, l'UNICEF et le PAM, sont complétés par deux membres supplémentaires par rotation<sup>4</sup>. Les membres tournants ont un mandat de deux ans, qui peut être renouvelé. Le Comité directeur se réunit au moins une fois par trimestre. Il examine, entre autres, les rapports d'avancement produits par le secrétariat.

Conformément au mandat d'ONU-Nutrition, les directeurs des cinq organismes membres constitutifs élisent, par consensus, un(e) Président(e) qui a au moins le niveau de directeur adjoint. Le mandat du (de la) Président(e) est de deux ans, renouvelable une fois. Le poste de Président doit être occupé à tour de rôle par les cinq organismes membres, dans la mesure du possible. Le (la) Président(e) occupe ce poste honorifique *ad personam*<sup>5</sup>. Il (elle) dirige les réunions du Comité directeur, assure la liaison avec les directeurs des organismes membres, représente ONU-Nutrition dans les forums mondiaux et nationaux, assure la liaison avec le Cabinet du Secrétaire général de l'ONU et le Conseil économique et social, et aide à la mobilisation de ressources pour le secrétariat. Si le Comité directeur l'accepte, ONU-Nutrition peut également être représenté en externe par l'un de ses organismes membres.

ONU-Nutrition est appuyé par un secrétariat, chargé principalement:

- d'appuyer la création d'un environnement favorable à la coordination des organismes des Nations Unies au niveau national;
- de susciter un engagement mondial et le débat entre les organismes des Nations Unies;
- de faciliter la mise en œuvre des priorités stratégiques d'ONU-Nutrition.

Le secrétariat d'ONU-Nutrition est dirigé par un(e) secrétaire exécutif(ve), qui aide le (la) Président(e) et le Comité directeur à s'acquitter de leur mandat et joue un rôle clé dans la conduite du plaidoyer pour la nutrition lors d'événements stratégiques mondiaux, régionaux et nationaux. Cette personne est chargée de renforcer les partenariats actuels et de créer de nouvelles alliances<sup>6</sup>.

Les organismes membres d'ONU-Nutrition ont leurs propres plans et budgets qui peuvent être utilisés pour des actions conjointes du mécanisme. Le budget du plan de travail de base du secrétariat provient principalement de membres du Comité directeur, sous la forme d'un détachement de personnel ou d'une contribution annuelle fixe. D'autres membres contribuent financièrement à titre volontaire. L'institution hôte du secrétariat d'ONU-Nutrition, actuellement la FAO, lui fournit également d'importantes ressources financières et en nature, notamment des espaces de bureaux, des équipements et un soutien administratif. Toutes les dispositions administratives sont définies dans une lettre d'accord officielle établie entre l'institution hôte et le (la) Président(e). Des copies de cette lettre sont partagées, pour information, avec les directeurs des autres organismes.

4 À la date de publication, les membres tournants étaient l'AIEA et le PNUE.

5 Cela signifie que le (la) Président(e) ne représente pas l'organisme dont il (elle) est issu(e). S'il (elle) quitte son organisme, le poste ne sera pas automatiquement transmis à son (sa) remplaçant(e). On recherchera un consensus pour élire un(e) nouveau (nouvelle) Président(e).

6 Selon le mandat du secrétaire exécutif.



Des donateurs externes peuvent apporter un soutien financier supplémentaire pour des activités ou des projets spécifiques, comme certaines actions nationales ou l'élaboration d'un document de travail. Ces fonds sont administrés conformément aux règles et règlements de l'institution hôte.

Le secrétariat d'ONU-Nutrition peut également aider les organismes des Nations Unies à élaborer des programmes ou des projets conjoints. Les membres d'ONU-Nutrition s'engagent à consacrer du temps de personnel aux réunions du mécanisme au niveau des directeurs, ainsi que du personnel technique pour contribuer aux trois domaines de travail conjoint.

Le secrétariat établira, en vue de leur approbation par le Comité directeur, des plans de travail biennaux qui porteront sur ses activités.





## 4

## Reddition de comptes, suivi et évaluation

### REDDITION DE COMPTES

ONU-Nutrition doit rendre compte chaque année aux États Membres, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, de l'avancement de l'action menée pour combattre la malnutrition sous toutes ses formes. En outre, il appuie le suivi de la Décennie de la nutrition pour l'Assemblée générale des Nations Unies et rend compte à d'autres organes directeurs du système par l'intermédiaire de ses membres que sont la Conférence de la FAO, l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement, l'Assemblée mondiale de la Santé et le Conseil exécutif de programmes et de fonds.

Les membres constitutifs se réunissent chaque année au niveau des directeurs adjoints pour examiner les progrès accomplis par ONU-Nutrition dans la réalisation de ses objectifs, examiner l'état d'avancement du plan de travail semestriel et les résultats de l'enquête annuelle de pays, et corriger le tir si nécessaire.

### SUIVI ET ÉVALUATION

Les plans de travail biennaux comprendront des sections sur les activités et les résultats mesurables, ainsi qu'un budget qui sera utilisé pour suivre les progrès. Le secrétariat fournira des rapports narratifs et financiers annuels pour faire le point sur les progrès et les résultats des plans de travail.

Le secrétariat entreprendra également des enquêtes régulières auprès des pays pour suivre et contrôler la coordination conjointe au niveau national. Ce processus alimentera l'évaluation annuelle conjointe du Mouvement pour le renforcement de la nutrition dans les pays du Mouvement.

Une évaluation à mi-parcours de la stratégie aura lieu en 2025 pour coïncider avec la fin de la Décennie de la nutrition et l'échéance des objectifs nutritionnels de l'Assemblée mondiale de la Santé, ainsi qu'avec les cinq dernières années du calendrier des ODD. Une évaluation finale est également prévue pour 2030. Les membres d'ONU-Nutrition seront consultés aux niveaux mondial et national sur la performance du mécanisme, ainsi que sur les progrès réalisés pour ce qui est d'atteindre ses deux objectifs interconnectés. Outre ces deux éléments clés de l'analyse approfondie, des mises à jour intermédiaires de la stratégie d'ONU-Nutrition pourront être requises sur la base de nouvelles données, d'enseignements clés ou de renseignements sur l'évolution du paysage nutritionnel.

## Sigles et acronymes

<b>AIEA</b>	Agence internationale de l'énergie atomique
<b>CSA</b>	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
<b>COP26</b>	Vingt-sixième Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques
<b>COVID-19</b>	Maladie à coronavirus 2019
<b>DESA</b>	Département des affaires économiques et sociales
<b>FAO</b>	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>FIDA</b>	Fonds international pour le développement agricole
<b>HCDH</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
<b>HCR</b>	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
<b>OMS</b>	Organisation mondiale de la santé
<b>ONUDI</b>	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
<b>PAM</b>	Programme alimentaire mondial
<b>PANTHER</b>	Participation, reddition de comptes, non-discrimination, transparence, dignité humaine, autonomisation et primauté du droit
<b>PNUD</b>	Programme des Nations Unies pour le développement
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations Unies pour l'enfance

## Références

- i FAO and WHO (World Health Organization). 2014. *Second International Conference on Nutrition, Rome, 19-21 November 2014*. Conference Outcome Document: Framework for Action, Recommendation 7. Rome.  
<https://www.fao.org/3/mm215e/mm215e.pdf>
- ii ECOSOC (United Nations Economic and Social Council). 1977. *Institutional arrangements relating to nutrition, 63rd session, E/5968, 26 April 1977*. New York.  
<https://www.unnutrition.org/wp-content/uploads/ECOSOC-suppl-statement-on-establishment-of-SCN-1977.pdf>
- iii UN-Nutrition. 2020. *UN-Nutrition terms of reference*. Rome.  
<https://www.unnutrition.org/wp-content/uploads/Annex-UN-Nutrition-ToRs-Final1.pdf>
- iv Ibid.

## Crédits photos


- Couverture:** UNICEF/UN0627456/Htet,  
UNICEF/UN016877/Noorani,  
UNICEF/UNI95007/Pirozzi,  
FAO/Alessia Pierdomenico
- Page 2:** FAO/Vyacheslav Oseledko
- Page 4:** UNICEF/UN0205719/Njiokiktjien VII Photo
- Page 6:** UNICEF/UNI94944/Pirozzi
- Page 10:** FAO/Alessandra Benedetti
- Page 14:** FAO/Cristina Aldehuela
- Page 16:** NOOR pour la FAO/Pep Bonet
- Page 18:** UNICEF/UN0311058/Verweij





**Secrétariat d'ONU-Nutrition**

info@unnutrition.org • www.unnutrition.org  
 c/o FAO - Viale delle Terme di Caracalla - 00153 Rome (Italie)

Suivez-nous:  @UN\_Nutrition  @unnutrition



ONU-Nutrition est le mécanisme de coordination des Nations Unies pour la nutrition, qui rend compte au Conseil économique et social. Il compte plusieurs membres, notamment les cinq membres constitutifs ci-dessus. Son secrétariat est hébergé par la FAO.